

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 1^{er} DÉCEMBRE 1944.

Budget de la Chambre des Représentants pour l'exercice 1912
et compte de l'exercice 1910.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION DE COMPTABILITÉ (1),
PAR M. COLFS.

MESSIEURS,

Compte de 1910.

Le compte pour l'exercice 1910, qui a été adopté à l'unanimité des membres présents de votre Commission de comptabilité, se solde par un chiffre de dépenses de fr. 4,242,089.75, laissant un boni de fr. 14.25 sur les prévisions, les excédents de dépenses de certains postes étant compensés à cette somme près par les réductions sur d'autres.

La majoration de dépenses a porté, à raison de fr. 2,524.43, sur les traitements, en raison des prestations supplémentaires du personnel pour les séances du matin; de fr. 29,309.27 pour l'ameublement; de fr. 4,892.23 au poste dépenses diverses, principalement pour les uniformes du personnel huissiers et messagers.

Par contre, il a été réalisé une économie d'un mois d'indemnité parlementaire, plus d'un mois s'étant écoulé entre le décès d'un de nos collègues et la prestation de serment de son successeur; de fr. 4,777.32 sur les impressions; de fr. 5,003.24 sur l'éclairage — économie de courant

(1) La Commission de comptabilité est composée de MM. HARMIGNIE, *président*, BERTRAND, COLFS, DALLEMAGNE, DE JONGHE D'ARDOYE, STANDAERT et VAN CAUWELAERT.

résultant de la modification introduite dans l'éclairage; de fr. 8,712.24 pour fournitures de bureau — résultat de leur mise en adjudication, de la vérification des entrées et sorties; de fr. 5,002.23 sur les dépenses imprévues et de sommes de moindre importance sur d'autres postes.

Budget pour 1912.

Le projet de Budget pour l'exercice 1912 s'élève à fr. 4,486,100.86. Voici la justification des principaux postes :

Pour l'indemnité parlementaire, le chiffre ordinaire de 664,000 francs a été porté à fr. 710,666.66 en prévision de l'augmentation annoncée du nombre des députés; les mutations ou augmentations réglementaires du personnel entraîneront une dépense supplémentaire de fr. 7,976.20 pour les littéras *C*¹, *C*², *D*, *E*¹; pour l'électricité on prévoit une marge de 500 francs à l'ordinaire et 1,000 à l'exceptionnel pour le travail de nuit éventuel au moment des transformations à faire subir aux locaux par suite encore de l'augmentation du nombre des députés. Cette augmentation entraînera aussi pour 37,500 francs de dépenses exceptionnelles au littéra *H*⁵ en vue de la transformation des sièges et pupitres ainsi que de la tribune. L'excédent du crédit supplémentaire demandé à ce poste doit servir à payer le solde du tableau Cran (35,000 francs), le buste du nouveau président du Conseil (3,000 francs), le renouvellement de tapis et tentures (25,000 francs).

Les crédits exceptionnels de 5,000 francs et 3,900 francs demandés aux littéras *H*⁶ et *H*⁷ sont destinés à des travaux de peinture et d'installations électriques.

A l'ordinaire on a pu réduire les prévisions pour les postes *H*² éclairage, *H*⁵ fournitures de bureau, *H*⁴ mobilier, *H*⁵ et ⁶ entretien des bâtiments et des installations d'eau, de gaz et d'électricité.

Mais, par contre, le poste dépenses diverses (*H*⁷) a dû être majoré de 6,500 francs, et les dépenses imprévues (*H*⁸) de 10,000 francs pour parer à toute éventualité, et l'on a inscrit à un poste spécial 2,000 francs demandés comme part de la Belgique dans les frais de la Commission hollando-belge.

Reste le poste *J*, libre parcours des Représentants, qui de 5,000 francs a été porté à 175,110 francs, pour les motifs développés plus loin.

Ce projet a aussi été adopté à l'unanimité des membres présents.

Discussion en Commission.

VOYAGES DANS LES TRAINS INTERNATIONAUX. — Des membres ont fait observer que les députés qui montent dans les express internationaux

doivent payer un supplément de coupon qui leur est ensuite remboursé par la questure.

MM. les Questeurs rechercheront le moyen d'éviter cette complication.

COMPTABILITÉ. — Des membres ayant demandé comment se tient la comptabilité et ayant reçu les explications de MM. les Questeurs; constatent que si la manière de dresser les comptes est plus rationnelle et plus claire qu'autrefois, c'est toujours le même personnel qui commande et qui fait la réception. Il n'y a donc pas le contrôle indispensable. Celui qui tient la comptabilité doit être indépendant de celui qui commande.

Cette manière de voir est partagée par les autres membres, et le vœu a été émis que MM. les Questeurs prennent des mesures en conséquence.

CHANGEMENTS A LA SALLE. — En prévision de l'augmentation du nombre des députés, la disposition de la salle des séances doit être modifiée. La questure propose d'ajouter une nouvelle rangée de sièges, la plupart des sièges existants étant occupés dès à présent. Pour ce faire, on devrait réduire la largeur et la profondeur des sièges et pupitres actuels et empiéter un peu sur l'espace vacant entre les bancs des ministres et les tables des sténographes. En même temps on changerait la tribune des orateurs, que certains membres trouvent peu pratique. De ce côté-là encore on devrait empiéter sur la place vacante.

Des membres constatent que cette solution serait coûteuse et absolument provisoire. L'espace disponible dans la salle comme à l'extérieur est déjà insuffisant, et si on le réduit encore, les services seront entravés.

A l'intérieur, la tribune présidentielle comme la tribune des orateurs sont trop étroites, les sténographes et les rédacteurs du *Compte rendu analytique* sont entassés les uns sur les autres ou relégués dans des coins d'où il leur est difficile de suivre les discussions; pour le dépouillement des scrutins écrits on doit même emprunter la table du service flamand; les journalistes ont leur tribune derrière les députés, se trouvant ainsi dans l'impossibilité de saisir les discours lorsqu'il y a un peu de bourdonnement de conversations.

A l'extérieur, les bureaux du greffe comme ceux de la questure sont au loin, ni les ministres ni les députés n'ont à leur disposition des salles pour recevoir les visiteurs ou les journalistes, la bibliothèque doit empiéter sur les salles du Sénat et ses rayons seront bientôt complètement occupés, les archives sont inaccessibles, la questure et le greffe manquent de place, les dactylographes travaillent dans les caves, etc.

Un remède radical s'impose donc d'urgence, d'autant plus que la solution provisoire elle-même, non seulement ne pourrait servir que pour dix ans au maximum en raison de l'augmentation nouvelle du nombre des députés qui suivra le recensement de 1920, mais rendra impossible toute nouvelle séance solennelle avec l'assistance du Souverain et des Chambres réunies. La preuve en a récemment été faite.

Quant au rapprochement des sièges et à l'établissement de 20 nouveaux, cela coûterait suivant les prévisions — toujours dépassées dans la réalité — 30,000 francs, plus 5,000 francs pour la peinture et 18,000 francs pour le tapis, soit 59,000 francs au minimum pour un travail qui deviendrait inutile au bout de quelques années.

Au Sénat, où l'on a récemment dépensé 700,000 francs pour gagner seulement 3 mètres, les augmentations consécutives des recensements de 1910 et 1920 nécessiteront aussi des agrandissements à brève échéance.

Ne vaut-il donc pas mieux faire de suite du définitif en transformant l'ensemble du Palais, en y construisant des annexes, par exemple, dans la cour en face de la rue du Moniteur? On construirait là une nouvelle salle de séances pour la Chambre, et le Sénat trouverait dans notre salle actuelle aménagée suivant ses convenances un hémicycle confortable, tandis que sa salle pourrait servir de lieu de réunion de groupes, etc.

Il conviendrait évidemment de se mettre d'accord avec le Sénat.

MM. les Questeurs répondent que l'extension sur la place précitée obligerait à la couvrir tout entière, à enlever, par conséquent, lumière et air à tous les locaux tant du Sénat que de la Chambre qui la bordent.

La question a été mise à l'étude, et il a été reconnu que les transformations nécessaires sont tellement nombreuses que leur exécution serait impossible en maintenant les bâtiments actuels.

Le provisoire est inévitable, étant donné que, si même on décidait de construire une nouvelle salle, elle ne pourrait être achevée pour la session prochaine, alors que 20 nouveaux députés devront trouver place.

Si l'on exécute l'avant-projet, y compris la transformation de la tribune des orateurs, — tribune qui coûterait à elle seule plus de 6,000 francs, — il ne restera, entre les pupitres de la première ligne et la table du *Compte rendu analytique*, qu'un passage de 1^m50 environ. Pour conserver un espace un peu plus large, il faudrait ou bien renoncer à faire une nouvelle tribune, ou bien réduire la profondeur de l'emplacement réservé à la tribune présidentielle et les tables du greffier. Cette dernière solution est inacceptable, car, dès à présent, l'espace libre derrière le fauteuil présidentiel est si étroit qu'un seul membre peut y passer.

Nous pensons donc que, puisqu'en tout cas il s'agit de provisoire, on devrait renoncer à changer maintenant la tribune des orateurs.

Afin d'éviter la transformation des sièges, qui entraînerait une dépense de 30,000 francs, n'y aurait-il pas lieu d'étudier si on ne pourrait pas se contenter d'ajouter un pupitre sur chacune des marches des deux côtés de l'hémicycle?

Et enfin, si la Chambre voulait bien prendre dès cette année une décision quant au principe de la transformation radicale des locaux, on pourrait réduire d'une vingtaine de mille francs les crédits prévus au Budget pour renouvellement de tapis et peinture.

Afin de permettre à nos honorables collègues de se faire une idée sur la question avant la discussion du Budget, nous exposerons brièvement les projets qui ont été mis en avant de divers côtés.

Celui dont on s'est le plus occupé a été la construction d'une aile dans la cour d'honneur du Sénat (côté de la rue de Louvain) ou l'occupation complète de cette place par des bâtiments nouveaux.

Nous venons d'en parler.

Un autre consisterait à incorporer dans le bloc des Chambres les deux hôtels ministériels qui bordent la place de la Nation, à avancer la façade actuelle à front de la rue de la Loi ou en recul seulement de quelques mètres, ce qui permettrait la conservation d'une partie des bâtiments actuels et la construction de locaux convenables pour tous les services. Le Palais serait traversé par une allée carrossable où MM. les sénateurs et députés pourraient monter ou descendre de voiture à pied sec et que les escortes traverseraient dans les cérémonies officielles.

Un troisième projet consisterait dans l'expropriation du théâtre du Parc et du Waux-Hall pour construire un nouveau Palais de la Nation sur leur emplacement, le Palais actuel étant utilisé par les ministères.

Un quatrième projet transporterait la Chambre au Palais des Académies et laisserait au Sénat notre Palais actuel.

Ce projet a vu le jour lorsqu'il fut question de transférer les Académies dans le Palais de l'Expansion et n'a pas encore été abandonné.

Mais, outre que la disposition des lieux se prête très mal à l'installation d'un parlement, il y a à ce projet trois obstacles qui nous paraissent insurmontables.

Le premier, c'est que divers services, tel que celui de la bibliothèque, sont communs à la Chambre et au Sénat, et pour les autres il y a des rapports presque journaliers.

MM. les Ministres se trouvent souvent dans le cas, lorsque les deux assemblées siègent en même temps, de devoir se rendre dans les deux au cours d'une même après-midi, soit pour des votes, soit pour des communications, dépôt de projets ou discussions. De leur côté, sénateurs et représentants doivent pouvoir assister aux discussions qui se déroulent dans l'autre assemblée, tout en conservant la possibilité de revenir en quelques instants à leur banc, pour un vote, par exemple.

Il est donc nécessaire que Chambre et Sénat soient dans le même palais, ce à quoi le Palais des Académies ne se prête pas, à moins de réédification complète et d'emprise sur le square qui l'entoure.

Mais un obstacle plus sérieux encore serait la présence sur la même place du Palais royal et du Palais législatif.

Les manifestations qui se feraient devant le Palais de la Nation se feraient au même moment devant le Palais royal, ce qui amènerait des inconvénients graves.

Un plan qui sera affiché dans les couloirs permettra à nos honorables collègues de se rendre compte de la modification proposée par la Questure.

LIBRE PARCOURS. — Un membre propose de soumettre à nouveau à la Chambre la question d'un libre parcours général sur les chemins de fer.

Actuellement, le député reçoit un libre parcours entre le lieu de sa résidence et la capitale. Mais comme pour se rendre dans celle-ci il doit pou-

voir emprunter tous les trains qui peuvent l'y amener le plus promptement, soit directement, soit par correspondance, la pratique montre que certains de ces libres parcours, particulièrement dans le Hainaut, doivent donner accès sur plusieurs lignes rayonnant à grande distance.

Un membre a des scrupules constitutionnels et rappelle que c'est en raison des prescriptions de l'article 52 que la Chambre a repoussé cette proposition lorsqu'elle lui a été soumise antérieurement.

Un autre membre lui répond que la Constitution fixe là pour le député un droit minimum qu'on ne peut lui retirer sous aucun prétexte. Il fait ressortir que la Constituante de 1893 avait inscrit le droit au libre parcours général, et le Sénat, qui l'a restreint pour la Chambre, s'est plus tard accordé à lui-même des libres parcours sous forme d'abonnements payés par la caisse du Sénat. Là serait la solution.

Les membres favorables à la réforme ont aussi fait valoir que, pour le bon accomplissement de leur mandat, ils doivent, soit à l'occasion de travaux projetés ou en cours, soit à l'occasion d'événements qui peuvent avoir leur retentissement aux Chambres, pouvoir à tout moment se rendre dans l'une ou l'autre région du pays.

Un vote est demandé.

Par 3 voix contre 2 et 1 abstention, il est décidé de proposer à la Chambre la remise à chaque député d'un abonnement général sur les chemins de fer.

En raison du vote émis, le crédit inscrit au littéra J a été majoré de la somme nécessaire pour le paiement à l'administration des chemins de fer de 186 abonnements.

Le cautionnement de 40 francs par abonnement réclamé par les chemins de fer serait naturellement payé par le membre, n'étant réclamé que comme garantie de la restitution de la carte à la fin de l'abonnement.

Au sujet du vote émis par la Constituante, il y a lieu de faire remarquer que des modifications avaient été proposées par divers membres en comité secret de la Chambre, le 18 juillet 1893. M. Schollaert fut chargé de faire rapport. Dans ce rapport, déposé le 19 juillet, on trouve ceci :

« La majorité des membres a pensé, avec votre Commission, qu'il fallait inscrire dans le texte de l'article 52 les conditions de libre parcours sur les lignes de chemins de fer que l'on croirait devoir accorder aux députés, et qu'il ne fallait pas laisser à la loi le soin de régler ce point. Elle a cru qu'il serait bon d'accorder à tous les députés le libre parcours sur *toutes* les lignes de chemins de fer de l'État, afin de faciliter leur mission de contrôle. Il s'ensuivait que cette franchise devait être accordée non seulement durant la session, mais pendant toute l'année.

» La liberté de parcours étant ainsi généralisée sur les lignes du chemin de fer de l'État, il a paru équitable d'assurer au moins le parcours gratuit, depuis le lieu de leur résidence jusqu'à la ville où se tient la session, aux députés habitant des localités desservies par des lignes de chemins de fer concédés. »

Et, au nom de la Commission, M. Schollaert proposait de rédiger ainsi le § 2 de l'article 52 :

« Chaque membre de la Chambre a droit au libre parcours sur toutes
» les lignes des chemins de fer de l'État et au parcours gratuit sur les
» lignes de chemins de fer concédés du lieu de sa résidence à la ville où
» se tient la session. »

M. Joseph Warnant constata que le libre parcours était un privilège, car le député pourrait voyager gratis pour des occupations étrangères à la vie parlementaire; et M. Beernaert, chef du Cabinet, partagea son avis.

M. Schollaert fit ressortir alors qu'en comité secret la Chambre s'était prononcée, en grande majorité, pour le libre parcours, et la convia à faire preuve de conciliation et « à adopter purement et simplement ce qu'elle avait décidé le jour précédent » ⁽¹⁾.

L'article 52, tel que le proposait la Commission, fut adopté par 80 voix contre 35.

Seulement, le Sénat repoussa le § 2 de l'article 52, émettant l'avis « que la question devait être réglée législativement », et M. Beernaert, expliquant le vote du Sénat, ajouta : « Le Sénat a unanimement déclaré que, d'après » lui, il n'y avait, dans le texte de la Constitution actuelle, aucun obstacle » à ce que des franchises de parcours pussent être accordées aux membres » de la Législature ».

Après un court débat, M. Bergé proposa le maintien du § 2 primitivement adopté par la Chambre. Celui-ci ne recueillit que 70 voix contre 56 et 4 abstention — c'est-à-dire moins des deux tiers requis.

C'est alors que M. Snoy proposa le texte actuel, supprimant seulement l'adjectif *toutes* du texte du rapport de M. Schollaert. Ce texte fut adopté par 87 voix contre 32 et 4 abstentions. Le Sénat l'adopta également par la suite.

Marche des services.

QUESTURE. — La Commission de comptabilité s'est félicitée des réformes apportées au service de la comptabilité, réformes qui rendent les comptes plus clairs, plus compréhensibles pour tous en même temps que, par l'établissement de moyennes, elles permettent de dresser un budget rationnel et d'examiner sur quels postes on peut réaliser des économies.

Reste à opérer la division des services d'ordonnancement et de contrôle dont il est question plus haut.

GREFFE. — Le service fonctionne toujours à la satisfaction générale. La besogne y est lourde, mais, sous une habile direction, il est fait avec grand dévouement et grande ponctualité. Diverses réformes, telle que la modification des ordres du jour, sont très appréciées.

(1) *Annales Chambre*, 1892-1893, p. 1933

Le greffe a préparé la refonte du *Manuel parlementaire* et on espère pouvoir le faire paraître dans le courant de l'année prochaine. Il sera sensiblement amélioré.

STÉNOGRAPHIE ET DACTYLOGRAPHIE. — Pour ces services également il n'y a que des éloges.

Un point noir au tableau, c'est le local dans lequel doivent être relégués les dactylographes et où doivent descendre les sténographes à chaque période de traduction. Par suite du manque de place, on a dû aménager pour ce service une place des sous-sols du Palais.

PERSONNEL. — Le bureau se préoccupe d'harmoniser la situation du personnel avec les besoins actuels.

BIBLIOTHÈQUE. — Nous croyons utile d'expliquer, à l'intention de nos nouveaux collègues, le fonctionnement de ce service.

Les catalogues de librairie sont dépouillés et les ouvrages qui rentrent dans le cycle des matières composant la bibliothèque sont annotés, de même que tous ceux qui sont signalés par les députés.

Certains sont commandés d'office, d'autres après approbation par la Commission de la bibliothèque.

A leur entrée, ils doivent être accompagnés d'une note du libraire indiquant titre, prix fort et prix net.

Après pointage, l'ouvrage est inscrit dans le registre d'entrées tenu constamment à jour, où il est porté avec son numéro de classement, le nom de l'éditeur, la date de publication, le prix. Ce registre est à la disposition de tous nos collègues et leur fournit instantanément les renseignements désirables en vue d'un achat éventuel.

Dans ce registre sont aussi inscrits les ouvrages envoyés à titre d'hommages.

Une fiche systématique et une fiche alphabétique de l'ouvrage sont ensuite constituées et classées immédiatement, puis l'ouvrage est estampillé, livré à la reliure s'il est broché et classé dans les rayons.

Les revues ont chacune un casier spécial pour l'année courante et les articles en sont reportés aussi sur fiches. Il en a été constitué une trentaine de mille jusqu'à présent. Cela complète le service des fiches.

Autrefois il n'existait pas de catalogue de la bibliothèque, et les recherches étaient fort difficiles. Aujourd'hui, indépendamment de ces catalogues par fiches, aussitôt qu'ils ont été constitués ils ont été relevés en volumes classés systématiquement par matières et remis à tous les membres. Lorsque les accroissements constants ont permis d'imprimer un supplément, cela a été fait, de sorte qu'aujourd'hui ce catalogue, commencé en 1905-1906, comprend trois volumes et quatre suppléments (le cinquième est à l'impression). Tous nos collègues, nous en sommes convaincu, ont pu fréquemment en apprécier l'utilité.

Le catalogue décennal des documents parlementaires est aussi en préparation et sera incessamment distribué.

PUBLICATIONS OFFICIELLES. — Depuis la session 1905-1906 on a formé le répertoire, sur fiches, par noms d'orateur et par ordre de matière, de tous les objets qui ont été soumis à la discussion de la Chambre et du Sénat : de telle sorte que chaque orateur trouve classés, sous son nom, les différents sujets qu'il a traités, même ses interruptions, et que sous la rubrique spéciale de chaque discussion les noms des orateurs qui y ont pris part sont indiqués. Ce répertoire, composé d'après les tables des *Annales parlementaires*, est tenu au courant au jour le jour.

Le *Moniteur* est dépouillé comme le sont les *Annales parlementaires*. Les lois, les arrêtés royaux, les décisions, tous les actes en un mot qu'il renferme sont répertoriés par ordre de matière et classés hebdomadairement. Ce classement est fait d'après les tables du *Moniteur*.

La table des matières des *Annales* a aussi été complètement remaniée et constitue aujourd'hui un instrument de travail vraiment pratique.

Il y a donc lieu, et nous le faisons avec plaisir, de féliciter tous les services pour la manière dont ils se sont acquittés de leur tâche.

Le Rapporteur,
H. COLFS.

Le Président,
A. HARMIGNIE.

ANNEXE.

PROJET DE BUDGET POUR L'EXERCICE 1912.

ARTICLE.	LITTÉRAS.	NATURE DES DÉPENSES.	CRÉDITS ALLOUÉS pour 1911.		CRÉDITS PROPOSÉS pour 1912.		Observations.
			Dépenses ordinaires.	Dépenses excep- tionnelles.	Dépenses ordinaires.	Dépenses excep- tionnelles.	
Unique.	A	Indemnité des Représentants . .	664,000 »	»	710,666 66	»	
	B	Traitement du greffier	12,000 »	»	12,000 »	»	
	C'	Traitements du personnel du ser- vice sténographique.	75,783 »	»	78,483 33	»	
	C ²	Compte rendu analytique français: traitements	70,400 »	»	71,633 32	»	
		Services législatifs flamands: « Be- knapt verslag » et services par- lementaires					
	D	Traitements du personnel du Greffe, de la Bibliothèque et de la Ques- ture	44,200 »	»	46,421 17	»	
	E ¹	Traitements du personnel des huis- siers, hommes de service, con- cierges, mécaniciens, gens de peine, etc.	90,168 »	»	91,986 38	»	
	F	Achat de livres et de documents utiles aux travaux de la Cham- bre; abonnements aux jour- naux et revues; traductions; reliures.	6,000 »	»	6,000 »	»	
	G	Impressions pour le service de la Chambre	63,000 »	»	63,000 »	»	
	H ¹	Chauffage: consommation de combustibles et de gaz	9,500 »	»	10,000 »	»	
	H ²	Éclairage: consommation d'élec- tricité et remplacement des ampoules hors d'usage. . . .	9,000 »	»	4,500 »	1,000 »	
	H ³	Fournitures de bureau	23,000 »	»	18,000 »	»	
	H ⁴	Mobilier: entretien et acqui- sitions.	21,000 »	»	7,000 »	100,500 »	
	H ⁵	Bâtiments: entretien et transfor- mations.	12,000 »	»	6,000 »	5,000 »	
	H ⁶	Entretien des installations d'eau, de gaz et d'électricité. . . .	10,000 »	»	7,000 »	3,900 »	
	H ⁷	Dépenses diverses. (Ce littéra comprend les dépenses ne ren- traient pas dans les catégories précédentes, notamment: télé- phones, publications destinées à MM. les Représentants, frais de correspondances, reliures pour les services; eau, voitures pour cérémonies officielles, service de la buvette, etc.)	26,500 »	»	34,000 »	»	
	H ⁸	Dépenses imprévues.	15,000 »	»	25,000 »	»	
	H ⁹	Subside en faveur de l'Union inter- parlementaire pour l'arbitrage et la paix (1,000 francs) et de la Commission hollandaise-belge (2,000 francs)	1,000 »	»	3,000 »	»	
	I	Indemnités aux parents des victi- mes de l'incendie du Palais de la Nation, à d'anciens huissiers et gens de service, à la veuve et aux enfants d'un ancien greffier et à la veuve d'un ancien em- ployé de la Chambre	6,080 »	»	5,900 »	»	
	J	Libre parcours des Représentants: Abonnement général sur les chemins de fer belges; rembour- sement des suppléments sur les lignes internationales et voya- ges sur les lignes vicinales . .	5,000 »	»	175,110 »	»	
		TOTAUX	1,163,628 »	»	1,375,700 86	110,400 »	
			1,163,628 »	»	1,486,100 86		

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 1 DECEMBER 1911.

Begrooting van de Kamer der Volksvertegenwoordigers voor het dienstjaar 1912
en rekening over het dienstjaar 1910.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE COMPTABILITEIT ⁽¹⁾ UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER COLFS.

MIJNE HEEREN,

Rekening over 1910.

De rekening over het dienstjaar 1910, die door de aanwezige leden uwer Commissie voor de comptabiliteit werd goedgekeurd met eenparigheid van stemmen, sluit met een geheel bedrag van fr. 1,212,089.75 als uitgaven, latende een overschot van fr. 14.25 op de geraamde uitgaven. De meerdere uitgaven op zekere posten werden tot omtrent deze som vergoed door de verminderingen op andere posten.

De vermeerdering van uitgaven bereikte fr. 2,521.43 voor de jaarwedden wegens overwerk door het personeel ten gevolge van de ochtendvergaderingen, fr. 29,309.27 voor de meubelen, fr. 1,892.23 voor den post « Allerhande uitgaven », hoofdzakelijk voor de dienstkleeding der deurwaarders en dienstlieden.

Daarentegen werd eene maand parlementaire vergoeding minder uitbetaald, daar er meer dan ééne maand was verlopen tusschen het afsterven van een onzer medeleden en de eedaflegging van zijn opvolger; fr. 1,777.32 werden bezuinigd op het drukwerk; fr. 5,003.21 op de

(1) De Commissie voor de comptabiliteit bestaat uit de heeren HARMIGNIE, voorzitter, BERTRAND, COLFS, DALLEMAGNE, DE JONGHE D'ARDOYE, STANDAERT en VAN CAUWELAERT.

verlichting (deze bezuiniging was het gevolg van de wijziging gebracht in de verlichting); fr. 8,712.24 voor kantoorbehoefte, ten gevolge van deze aanbesteding, alsmede van het toezicht op de binnenkomende en uitgaande stukken; fr. 5,002.23 op de onvoorziene uitgaven, en nog kleinere sommen op andere posten.

Begrooting voor 1912.

Het ontwerp van Begrooting voor 1912 bedraagt fr. 1,486,100.86.

De voornaamste posten worden gerechtvaardigd als volgt :

Voor de vergoeding aan de volksvertegenwoordigers werd het gewoon bedrag van 664,000 frank gebracht tot op fr. 710,666.66 met het oog op de aangekondigde vermeerdering van het getal volksvertegenwoordigers; de veranderingen of verhoogingen, volgens het reglement, voor het personeel zullen eene aanvullende uitgave veroorzaken van fr. 7,976.20 voor de litteras *C*¹, *C*², *D*, *E*¹; voor de electriciteit wordt voorzien eene verhoging van 500 frank voor de gewone en van 1,000 frank voor de buitengewone uitgaven wegens gebeurlijk nachtwerk bij het uitvoeren van de veranderingswerken in de lokalen, nogmaals ten gevolge van de vermeerdering van het getal volksvertegenwoordigers. Deze vermeerdering zal ook aanleiding geven tot 57,500 frank buitengewone uitgaven op littera *H*⁵ met het oog op de verandering van de zitplaatsen en lessenaars, alsmede van het spreekgestoelte. Het overschot van het op dezen post uitgetrokken bijkomend krediet moet dienen om te betalen de nog verschuldigde som voor de schilderij Cran (35,000 frank), alsmede het borstbeeld van den nieuwen Voorzitter van den Ministerraad (3,000 frank), het vernieuwen van tapijten en behangsels (25,000 frank).

De uitzonderlijke kredieten van 5,000 frank en van 3,900 frank, op litteras *H*⁶ en *H*⁷ uitgetrokken, zijn bestemd voor schilderwerk en elektrische inrichtingen.

Op den gewonen dienst kon men de ramingen voor de posten *H*² (licht), *H*³ (kantoorbehoefte), *H*⁴ (meubelen), *H*^{5 en 6} (onderhoud van de gebouwen en van de water- en gasleidingen, alsmede van de elektrische toestellen) verminderen.

Integendeel moest de post *H*⁷ (allerhande uitgaven) worden verhoogd met 6,500 frank en de onvoorziene uitgaven (*H*⁸) met 10,000 frank om in elke behoefte te kunnen voorzien; op een bijzonderen post werden uitgetrokken 2,000 frank, bedrag van het aandeel van België in de onkosten der Nederlandsche-Belgische Commissie.

Blijft post *J*, vrij verkeer voor de Volksvertegenwoordigers, die gebracht werd van 5,000 frank op 175,110 frank om redenen die verder worden uiteengezet.

Dit ontwerp werd door de aanwezige leden ook goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Behandeling in de Commissie.

REIZEN IN DE INTERNATIONALE TREINEN. — Leden merkten aan, dat de volksvertegenwoordigers, die plaats nemen in de internationale sneltreinen, een toeslag moeten betalen, welke hun later door de Quaestuur wordt terugbetaald.

De heeren Quaestoren zullen nagaan hoe men deze inwikkeling kan vermijden.

BOEKHOUDING. — Door leden, die vroegen hoe de boekhouding is geregeld en hieromtrent de verlangde inlichtingen ontvingen van de heeren Quaestoren, werd vastgesteld dat, zoo de wijze, waarop men de rekeningen maakt, oordeelkundiger en duidelijker is dan voorheen, de bestellingen en de onderzoeking steeds aan hetzelfde personeel zijn opgedragen. Tot de onontbeerlijke contrôle wordt bijgevolg niet overgegaan. Wie met de boekhouding belast is, moet onafhankelijk zijn van hem die de bestellingen doet.

De overige leden deelen in deze zienswijze en de wensch werd geuit dat de heeren Quaestoren de vereischte maatregelen daartoe nemen.

VERANDERINGSWERKEN IN DE ZAAL. — Met het oog op de toeneming van het getal volksvertegenwoordigers dient de schikking van de vergaderzaal te worden gewijzigd. De Quaestuur stelt voor, eene nieuwe rij zitplaatsen bij te voegen, daar meest al de bestaande zitplaatsen nu reeds zijn ingenomen. Daartoe zou men de breedte en de diepte van de huidige zitplaatsen en lessenaars moeten verminderen en tevens een deel afnemen van de ruimte, die thans tusschen de ministerbank en de tafels der stenografen vrij is. Tevens zou men het spreekgestoelte voor de redenaars veranderen : sommige leden achten dat het thans weinig bruikbaar is. Ook van die zijde zou een deel van de vrije ruimte verdwijnen.

Enkele leden stellen vast dat deze werken veel zouden kosten en slechts voor een zekeren tijd zouden dienstig zijn. De vrije ruimte binnen evenals buiten de vergaderzaal is reeds ontoereikend en, zoo men ze nog beperkt, zullen de diensten belemmerd worden.

In de zaal zijn de tribune van den voorzitter en die der redenaars te eng; stenografen en opstellers van het *Beknopt Verslag* zijn eveneens in een te enge ruimte opeengehoopt ofwel moeten zij plaats nemen op eene plaats waar het hun moeilijk valt, de beraadslagingen te volgen; om de schriftelijk uitgebrachte stemmingen op te nemen, is men verplicht, de tafel van den Vlaamschen dienst te gebruiken; de tribune van de pers is gelegen achter de volksvertegenwoordigers, zoódat het voor de dagblad-schrijvers bijna onmogelijk is, de redevoeringen te verstaan, telkens als er iet wat gerucht ontstaat ten gevolge van de bijzondere gesprekken.

Buiten de zaal, zijn de kantoren der griffie en der quaestuur te ver afgelegen; aan Ministers en Kamerleden ontbreken zalen om de bezoekers

of de dagbladschrijvers te ontvangen; de bibliotheek strekt zich uit tot in de zalen van den Senaat en hare boekenrekken zullen weldra gansch gevuld zijn; tot het archief heeft men geen toegang; aan de quaestuur en de griffie ontbreken de vereischte kantoren; de dactylografen werken in de kelders, enz.

Er moeten dus zonder verwijl afdoende middelen genomen worden, te meer daar de voorloopige regeling zelf slechts voor ten hoogste tien jaar zou gelden ten gevolge van de nieuwe toeneming van het getal volksvertegenwoordigers na de volkstelling van 1920 en daarenboven elke nieuwe plechtige vereenigde vergadering van de beide Kamers met bijwoning van den Koning onmogelijk zijn zal. Dat werd vóór korten tijd vastgesteld.

Het nader bij elkander brengen van de zitplaatsen en het inrichten van 20 nieuwe zitplaatsen zouden, volgens de ramingen welke werkelijk altijd overschreden worden, aanleiding geven tot eene uitgave van 30,000 frank, waarbij moeten worden gevoegd 5,000 frank voor schilderwerk en 18,000 frank voor het tapijt, zijnde ten minste 59,000 frank voor een werk dat eigenlijk nutteloos zou worden na verloop van enkele jaren.

In den Senaat, waar men onlangs 700,000 frank uitgaf om eene ruimte van slechts 3 meter bij te winnen, zal men ook binnenkort verruimingswerken moeten uitvoeren ten gevolge van de vermeerderingen veroorzaakt door de volkstellingen van 1910 en 1920.

Is het dus niet beter, dadelijk definitieve werken uit te voeren door de geheele schikking van het Paleis te wijzigen of door bijgebouwen op te richten, bijvoorbeeld op de open plaats tegenover de gebouwen van het *Staatsblad*? Daar zou een nieuwe vergaderzaal voor de Kamer worden gebouwd en onze huidige zaal, behoorlijk ingericht, zou een gemakkelijke vergaderzaal zijn voor den Senaat, terwijl dezee zaal zou kunnen dienen tot het houden van vergaderingen voor groepen, enz.

Het spreekt vanzelf dat men het daarover eens zou moeten zijn met den Senaat.

De heeren Quæstoren antwoorden dat, zoo men een bijgebouw op gezegde plaats opricht, men gansch deze plaats zou moeten innemen: bijgevolg zouden al de belendende lokalen van den Senaat evenals van de Kamer beroofd zijn van licht en lucht.

De zaak werd onderzocht en men bevond dat de veranderingswerken zoo talrijk zijn dat het onmogelijk zijn zou ze uit te voeren, indien de bestaande gebouwen worden behouden.

Men zou, in elk geval, voorloopige werken moeten uitvoeren; immers, al bestelde men zelfs eene nieuwe vergaderzaal te bouwen, dan toch zou zij niet kunnen voltooid zijn voor het aanstaande zittingsjaar, wanneer er plaats zal moeten gemaakt worden voor 20 nieuwe volksvertegenwoordigers.

Voert men het voorontwerp uit, met inbegrip van de verandering van het spreekgestoelte — alleen dit laatste zou meer dan 6,000 frank kosten —,

dan blijft, tusschen de eerste rij banken en de tafel van het *Beknopt Verslag*, slechts een doorgang van omtrent 4^m30. Om over eene ietwat ruimere plaats te kunnen beschikken, zou men verplicht zijn, ofwel geen nieuw spreekgestoelte te maken ofwel de diepte der plaats voor de tribune van den voorzitter en de tafels van den griffier te verminderen. Dit laatste is een onmogelijk iets, vermits de vrije ruimte achter den voorzitterszetel nu reeds zoo eng is dat slechts één lid er kan doorgaan.

Wij zijn dus van meening dat, daar het in elk geval voorloopige werken geldt, men er zou moeten van afzien, het spreekgestoelte der redenaars thans te veranderen.

Zou men, om de zitplaatsen niet te moeten veranderen, — soortgelijke verandering zou aanleiding geven tot eene uitgave van 30,000 frank —, niet behoeven te onderzoeken of het niet zou volstaan, een lessenaar op elken trap bij te voegen van de beide zijden der vergaderzaal?

Eindelijk, zoo de Kamer reeds dit jaar uitspraak wilde doen over het beginsel van de algeheele verandering der gebouwen, dan zou men de kredieten, die in de Begrooting zijn uitgetrokken wegens het vernieuwen van het tapijt en het schilderwerk, kunnen verminderen met omtrent 20,000 frank.

Opdat onze achtbare medeleden de zaak zouden kunnen nagaan vóór de behandeling van de Begrooting, deelen wij beknopt mee welke ontwerpen van verscheidene zijden werden voorgesteld.

Het ontwerp, waarmee men zich het meest bezighield, bedoelt het oprichten van een bijgebouw op de open plaats (langs de Leuvensestraat) of het oprichten van nieuwe gebouwen op de gansche uitgestrektheid dier plaats.

Wij hebben er reeds van gesproken.

Volgens een ander ontwerp zouden de twee ministerswoningen, die aan de Natieplaats palen, worden gevoegd bij de gebouwen der Kamers; de huidige gevel zou worden opgetrokken op de rooilijn der Wetstraat of slechts enkele meter achteruit; zóó zou men een deel van de bestaande gebouwen kunnen behouden en verder behoorlijke gebouwen voor al de diensten kunnen oprichten. Door het Paleis zou worden aangelegd een berijdbare weg, waar senatoren en volksvertegenwoordigers in de koets zouden kunnen treden of er uitstappen droogvoets en welken de stoeten zouden volgen bij de officieele plechtigheden.

Volgens een derde ontwerp, zou men den Parkschouwburg en de Waux-Hall onteigenen om aldaar een nieuw Paleis der Natie te bouwen; het huidige Paleis zou bestemd zijn voor de diensten der Ministeriën.

Een vierde ontwerp heeft ten doel, de Kamer te vestigen in het Paleis der Academiën : de Senaat zou beschikken over ons huidig Paleis.

Dit ontwerp kwam te berde, wanneer er sprake was van het vestigen der Academiën in het Paleis genaamd « Palais de l'Expansion »; daarvan werd nog niet afgezien.

Niet alleen is de inrichting van dit gebouw zeer weinig geschikt als **Parlementsgebouw**; ook bestaan er tegen dit ontwerp twee bezwaren, welke wij onoverkomelijk achten.

Vooreerst zijn verscheidene diensten, met name die der bibliotheek, gemeen aan **Kamer en Senaat**; de overige geven aanleiding tot betrekkingen bijna elken dag.

De heeren **Ministers** zijn niet zelden verplicht, wanneer de twee vergaderingen te gelijker tijd zitting houden, zich te begeven naar beide Kamers in den loop van een zelfden namiddag hetzij om te stemmen, hetzij om er mededeelingen te doen, ontwerpen in te dienen of aan de beraadslagingen deel te nemen. Van hunnen kant, moeten senatoren en volksvertegenwoordigers de beraadslagingen kunnen bijwonen, welke plaats hebben in de andere vergadering; tevens moeten zij, op enkele stonden, op hunne plaats kunnen terugkeeren, bij voorbeeld om te stemmen.

Kamer en Senaat moeten dus in hetzelfde Paleis gevestigd zijn; daartoe is het Paleis der **Academiën** niet geschikt, tenzij het gansch heropgebouwd wordt en men het hofje, dat het omringt, inneemt.

Doch er is een nog ernstiger bezwaar: het bestaan van 's **Konings** Paleis en van het Paleis der **Wetgevende Kamers** op eene en zelfde plaats.

De betoogingen, die voor het Paleis der **Natie** zouden plaats hebben, zouden zich te gelijker tijd voordoen voor 's **Konings** Paleis: dat zou aanleiding geven tot ernstige bezwaren.

In de gangen zal worden aangeplakt een plan waardoor onze achtbare medeleden de veranderingen zullen kunnen nagaan, die zijn voorgesteld door de **Quaestuur**.

VRIJKAARTEN VOOR DEN SPOORWEG. — Een lid stelt voor, het vraagstuk betreffende algemeene vrijkaarten voor den spoorweg opnieuw aan de **Kamer** te onderwerpen.

Thans ontvangt de volksvertegenwoordiger eene vrijkaart voor de reis tussehen zijne verblijfplaats en de hoofdstad. Doch, aangezien hij om deze te bereiken, gebruik moet kunnen maken van al de treinen die hem daar het snelst kunnen brengen, hetzij rechtstreeks, hetzij bij aansluiting, weten wij, door het in werking treden van den maatregel, dat sommige van deze vrijkaarten, vooral in **Henegouw**, toegang moeten geven tot verscheidene verloopende lijnen.

Een lid ziet een bezwaar in de **Grondwet** en herinnert er aan dat de **Kamer**, op grond van artikel 52, het voorstel heeft verworpen, wanneer zij er vroeger over beraadslaagde.

Een ander lid antwoordt daarop, dat de **Grondwet** hier voor den volksvertegenwoordiger een minimum-recht bepaalt, dat men hem onder geen voorwendsel mag onttrekken. Hij wijst er op, dat de wetgevende vergadering van 1893 het recht op eene algemeene vrijkaart had opgenomen en de **Senaat**, die het beperkte voor de **Kamer**, heeft later aan zichzelf vrijkaarten vergund in den vorm van abonnementen, door de kas van den **Senaat** betaald. De oplossing zou daar te vinden zijn.

De leden, die voor de hervorming zijn, deden ook gelden dat, tot de beste vervulling van hun mandaat, zij op elk oogenblik naar deze of gene streek van het land moeten kunnen gaan, hetzij naar aanleiding van ontworpen of reeds begonnen werken, hetzij naar aanleiding van gebeurtenissen die haren weerklank kunnen hebben in de Kamers.

Men verlangt dat er over het vraagstuk gestemd wordt.

Met 3 stemmen tegen 2 en 1 onthouding wordt besloten, aan de Kamer voor te stellen dat aan elk Kamerlid een algemeen abonnement op den spoorweg zou worden bezorgd.

Ten gevolge van de uitgebrachte stemming, werd het op littera *J* uitgetrokken krediet verhoogd met de som noodig tot het afgeven aan elk Kamerlid van een algemeen abonnement op de spoorwegen.

De borgstelling van 40 frank per abonnement, door de spoorwegen vereischt, zou natuurlijk worden betaald door het Kamerlid, daar zij enkel wordt gevraagd als waarborg voor de teruggaaf van de kaart bij het afloopen van het abonnement.

Aangaande de stemming, door de Constituante uitgebracht, past het te doen aamerken dat, in geheime vergadering der Kamer, op 18 Juli 1893, wijzigingen werden voorgesteld door verscheidene leden. De heer Schollaert werd gelast een verslag op te maken. Dit verslag werd op 19 Juli overgelegd; daarin lezen wij :

« De meerderheid der leden dacht, met uwe Commissie, dat men in den tekst van artikel 52 behoorde neer te schrijven de voorwaarden waarop vrijkaarten voor de spoorbanen konden verleend worden aan de volksvertegenwoordigers en dat deze zaak niet diende te worden geregeld door de wet. Zij was van gevoelen, dat het goed ware aan al de volksvertegenwoordigers vrijkaarten voor *al* de spoorbanen van den Staat toe te staan, ten einde hun het toezicht, dat zij geroepen zijn uit te oefenen, te vergemakkelijken. Daaruit volgde, dat die vrijdom niet alleen gedurende den zittijd moest worden verleend, maar gedurende gansch het jaar.

» De vrijkaarten zijnde aldus algemeen gemaakt voor Staatsspoorbanen, scheen het ten minste billijk vrijkaarten te verleen en aan de volksvertegenwoordigers, wonende in plaatsen bediend door geconcedeerde spoorbanen, van af de plaats van hun verblijf tot aan de stad waar de Kamer vergadert. »

En uit naam van de Commissie stelde de heer Schollaert voor, § 2 van artikel 52 te doen luiden als volgt :

« Elk Kamerlid heeft recht op eene vrijkaart voor *al* de spoorbanen van den Staat, alsmede op eene vrijkaart voor de geconcedeerde spoorwegen, van af de plaats van zijn verblijf tot aan de stad waar de Kamer vergadert. »

De heer Joseph Warnant deed nitschijnen dat de vrijkaart een voorrecht was, want de volksvertegenwoordiger zou kosteloos kunnen reizen voor andere bezigheden dan die van het parlementaire leven; de heer Beernaert, toen kabinetschef, vereenigde zich met die zienswijze.

Toen deed de heer Schollaert uitschijnen dat, in vergadering met gesloten deuren, de Kamer zich met groote meerderheid had verklaard voor de vrijkaarten en hij verzocht haar een blijk van verzoening te geven en « eenvoudig aan te nemen wat zij den vorigen dag had besloten » (1).

Bij de stemming werd artikel 52, zooals het door de Commissie was voorgesteld, aangenomen met 80 stemmen tegen 35.

De Senaat echter verwierp § 2 van artikel 52, de meening uitende « dat de zaak langs den weg der wetgeving moest geregeld worden », en de heer Beernaert, de door den Senaat uitgebrachte stemming uitleggende, voegde er bij : « De Senaat heeft eenstemmig verklaard dat, volgens hem, in den tekst der huidige Grondwet geen hinderpaal bestond tegen het verleenen van vrijkaarten voor de spoorwegen aan de leden der Kamers ».

Na een kort debat, werd door den heer Bergé voorgesteld, § 2 te behouden zooals het oorspronkelijk was aangenomen door de Kamer. Voor deze paragraaf verklaarden zich slechts 70 stemmen tegen 56 en 1 onthouding — dus minder dan de twee vereischte derden.

Toen werd de thans bestaande tekst voorgesteld door den heer Snoy, met enkele weglating van het woordje *al* uit het verslag van den heer Schollaert. Deze tekst werd aangenomen met 87 stemmen tegen 32 en 4 onthoudingen. Hij werd vervolgens ook goedgekeurd door den Senaat.

Gang der diensten.

QUAESTUUR. — De Commissie voor de rekenplichtigheid wenschte zich geluk met de hervormingen gebracht in den dienst der comptabiliteit. Deze hervormingen maken de rekeningen meer helder, meer verstaanbaar voor allen, terzelfder tijd als ze, door het aannemen van gemiddelde cijfers, toelaten eene regelmatige begrooting op te maken en te onderzoeken op welke posten men kan bezuinigen.

Blijft nu nog te splitsen de dienst van machtiging tot betaling en van toezicht waarvan hooger sprake is.

GRIFFIE. — De dienst werkt tot aller voldoening. Het werk is er zwaar, doch, onder eene behendige leiding, geschiedt met groote toewijding en groote stiptheid. Verscheidene hervormingen, bij voorbeeld de wijziging gebracht in het samenstellen der dagorde, worden zeer gewaardeerd.

Door de Griffie werd eene herziene uitgave van het *Manuel parlementaire* bewerkt; men hoopt dat zij zal kunnen verschijnen in den loop van het volgende jaar; dit *Manuel* zal merkelijk verbeterd zijn.

STENOGRAPHIE EN DACTYLOGRAPHIE. — Deze diensten ook verdienen niets dan lof.

(1) *Handelingen der Kamer*, 1892-1893, bl. 1933.

Er is nochtans eene keerzijde : het lokaal, dat voor de dactylografen is bestemd en waar de stenografen beurtelings hun werk doen overschrijven door middel van de schrijfmachine. Bij gebrek aan plaats was men verplicht, dezen dienst in te richten in de onderste verdieping van het Paleis.

PERSONEEL. — Het Bureel is er om bezorgd den toestand van het personeel in overeenstemming te brengen met de levensbenodigdheden van den huidigen dag.

BIBLIOTHEEK. — Wij achten het nuttig voor onze nieuwe medeleden, de werking van dezen dienst uit te leggen.

De catalogussen van den boekhandel worden onderzocht en de schriften, handelende over de zaken waarvan de bibliotheek de werken vereenigt, worden aangeteekend, evenals als degene die door de volksvertegenwoordigers worden aangewezen.

Sommige werken worden van ambtswege aangekocht, andere na goedkeuring door de Commissie voor de bibliotheek.

Bij hunne levering moeten zij vergezeld zijn van eene factuur van den boekhandelaar, vermeldende titel, winkelprijs en nettoprijs.

Na aanteekening wordt het werk in het ontvangstregister, dat van dag tot dag wordt bijgehouden, ingeschreven met zijn volgnummer, den naam van den uitgever, den datum der uitgave, den prijs. Dit register ligt ter beschikking van al onze medeleden en geeft hun op staanden voet de gewenschte inlichtingen met het oog op een mogelijken aankoop.

In dit register worden eveneens vermeld de ten geschenke ingezonden werken.

Vervolgens worden voor het boek een systematisch en een alphabetisch kaartje gemaakt en onmiddellijk gerangschikt; daarna wordt het boek gestempeld en ingebonden, zoo het enkel genaaid is, en op de boekenrekken geplaatst.

De tijdschriften hebben elk een afzonderlijk vak voor het loopende jaar en de daarin verschenen bijdragen worden ook op kaartjes vermeld. Tot nu toe werden omtrent dertigduizend kaartjes opgemaakt. Alzoo wordt het kaartenstelsel volledig.

Vroeger bestond er geen catalogus van de bibliotheek; bijgevolg waren de opzoeken zeer moeilijk. Thans heeft men niet alleen het kaartenstelsel toegepast; van al de werken heeft men ook een gedrukten catalogus opgemaakt, waarin zij systematisch naar het onderwerp zijn vermeld en die aan al de leden wordt rondgedeeld. Zoodra de nieuwe aankopen een bijvoegsel mogelijk maken, wordt dit bijvoegsel gedrukt, zoodat er voor den catalogus, in 1905-1906 begonnen, reeds drie boeken en vier bijvoegsels (het 3^{de} ligt ter perse) werden uitgegeven. Wij zijn overtuigd dat al onze medeleden meermaals hebben kunnen bevinden hoe nuttig dit werk is.

De tienjaarlijksche lijst van de Kamerstukken wordt ook voorbereid en zal eerlang rondgedeeld worden.

OFFICIEELE UITGAVEN. — Sedert den zitting 1905-1906, heeft men opgemaakt een kaartrepertorium, bij naam van den redenaar en naar orde der behandelde zaken, van al de onderwerpen die aan de beraadslaging van Kamer en Senaat werden onderworpen, zoodat elke redenaar, onder zijn naam, de verschillende onderwerpen vindt die hij heeft besproken, zelfs zijne onderbrekingen, en dat, onder het bijzonder opschrift van iedere beraadslaging, de namen der redenaars, die daaraan deelnamen, zijn vermeld. Dit repertorium, samengesteld volgens de tafels der Handelingen van de wetgevende Kamers, wordt dag aan dag bijgehouden.

Het Staatsblad wordt doorlezen evenals de Handelingen. De wetten, de koninklijke besluiten, de beslissingen, met één woord, al de akten die het behelst, worden opgenomen naar orde der behandelde stof en wekelijks gerangschikt. Deze rangschikking geschiedt naar de tafels van het Staatsblad.

De inhoudsopgave der *Handelingen* werd insgelijks volkomen omgewerkt en is thans een waarlijk practisch werktuig geworden.

Het behoort dus, en wij doen zulks met genoegen, al de diensten van de Kamer geluk te wenschen voor de wijze waarop zij hunne taak hebben waargenomen.

De Verslaggever,

H. COLFS.

De Voorzitter,

HARMIGNIE.

BIJLAGE.

ONTWERP VAN BEGROOTING VOOR HET DIENSTJAAR 1912.

ARTIKEL.	LITTERA.	AARD DER UITGAVEN.	KREDIETEN TOEGESTAAN voor 1911.		KREDIETEN VOORGESTELD voor 1912.		AANMERKINGEN.
			Gewone uitgaven.	Uitzonder- lijke uitgaven.	Gewone uitgaven.	Uitzonder- lijke uitgaven.	
Eenig	A	Vergoeding aan de Volksvertegenwoordigers.	664,000	»	710,666 66	»	
	B	Jaarwedde van den griffier	12,000	»	12,000 »	»	
	C ¹	Jaarwedden van het personeel van den snel- schrijversdienst	75,783	»	78,483 33	»	
	C ²	<i>Compte rendu analytique</i> : jaarwedden, Vlaamsche diensten der Kamer : <i>Beknopt verslag</i> en parlementaire diensten . . .	70,400	»	71,633 32	»	
	D	Jaarwedden van het personeel der Griffie, der Bibliotheek en der Quaestuur	44,200	»	46 421 47	»	
	E	Jaarwedden van het personeel der deurwaar- ders, dienstlieden, huisbewaarders, meca- nicus, arbeiders, enz.	90,165	»	91,986 38	»	
	F	Aankoop van boeken en oorkonden, dienstig voor de werkzaamheden der Kamer, in- schrijving op dagbladen en tijdschriften; vertalingen; inbuden	6,000	»	6,000 »	»	
	G	Drukwerk voor den dienst der Kamer . . .	63,000	»	63,000 »	»	
	H ¹	Brandstoffen : kolen en gas	9,500	»	10,000 »	»	
	H ²	Licht : electriciteit en klokken	9,000	»	4,500 »	1,000 »	
	H ³	Kantoorbehoefden	23,000	»	18,000 »	»	
	H ⁴	Meubelen : onderhoud en aankoop	21,000	»	7,000 »	100,500 »	
	H ⁵	Gebouwen : onderhoud en veranderings- werken	12 000	»	6,000 »	5,000 »	
	H ⁶	Onderhoud van de water- en gasleidingen, alsmede van de elektrische toestellen . .	10,000	»	7,000 »	3,900 »	
	H ⁷	Allerhande uitgaven. (Tot deze littera behooren de uitgaven, die niet in de vorige kosten zijn begrepen namelijk telefoon, schriftten bestemd voor de heeren Volksvertegenwoordigers kosten van briefwisseling, inbinding van wer- ken; water, rijtuigen voor officieele plechtigheden, dienst der koffiekamer, enz.)	26,500	»	34,000 »	»	
	H ⁸	Onvoorziene uitgaven	13,000	»	25,000 »	»	
	H ⁹	Toelage aan de <i>Union interparlementaire pour l'arbitrage et la paix</i> (1 000 frank) en aan de Nederlandsche-Belgische Com- missie (2,000 frank)	1,000	»	3,080 »	»	
	I	Vergoedingen aan bloedverwanten der slach- toffers van den brand van 't Paleis der Natie, aan gewezen deurwaarders en dienstlie- den, aan de weduwen en kinderen van een gewezen griffier en aan de weduwe van een gewezen beambte der Kamer	6,080	»	5,900 »	»	
	J	Vrij verkeer voor de Volksvertegenwoor- digers : algemeen abonnement op de Bel- gische Staatsspoorwegen; terugbetaling van den toeslag op de internationale lijnen en reizen op de buurtspoorwegen.	5,000	»	175,410 »	»	
T E Z A M E N			1,163,628	»	1,375,700 86	140,400 »	
			1,163,628	»	1,486,100 86		